



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2017



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -5,40 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2017 s'élève à -5,40 Md€ contre -9,17 Md€ à fin janvier 2016. Ce solde s'explique par une baisse des recettes nettes de 2,15 Md€, l'augmentation des

dépenses nettes de 0,65 Md€ et surtout par l'amélioration du solde des comptes spéciaux de 6,57 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 28,90 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,98 Md€ dont 2,71 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,78 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 4,90 Md€ dont 2,50 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 1,42 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 4,55 Md€ dont 3,11 Md€ dédiés au programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

Les dépenses nettes à fin janvier 2017 s'élèvent à 28,90 Md€ contre 28,25 Md€ à fin janvier 2016. Cette évolution résulte notamment des hausses des dépenses de fonctionnement (+0,87 Md€) et des

✓ Mission **Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation** : 1,61 Md€ essentiellement au titre du programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,50 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,79 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,67 Md€ ;

✓ Mission **Ecologie, développement et mobilités durables** : 1,36 Md€ dont notamment 0,58 Md€ au titre du programme « Service public de l'énergie ».

dépenses de personnel (+0,37 Md€) compensées en partie par la baisse des dépenses d'intervention (-0,62 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 20,93 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 17,13 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 4,99 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,97 Md€ dont 1,30 Md€ au titre des autres taxes intérieures et 0,77 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -2,91 Md€ dont -2,56 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,57 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 24,54 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin janvier 2017 s'élèvent à 24,54 Md€ contre 25,07 Md€ à fin janvier 2016. Cette évolution s'explique notamment par la hausse des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,30 Md€ (essentiellement en raison de la hausse des autres taxes intérieures notamment la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité).

Cependant, cette évolution positive est compensée par des baisses de recettes nettes d'impôt sur les sociétés (-0,66 Md€) et des recettes de TICPE (-0,32 Md€) ainsi que par la hausse des remboursements et dégrèvement d'impôts locaux (+0,36 Md€).

Recettes non fiscales : 0,39 Md€

Les recettes non fiscales à fin janvier 2017 s'élèvent à 0,39 Md€ contre 1,28 Md€ à fin janvier 2016. Cette baisse s'explique essentiellement par la baisse des produits du domaine de l'Etat de 0,55 Md€ (essentiellement les redevances d'usage des fréquences radioélectriques) ainsi que par la réduction du montant

des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,32 Md€ (essentiellement le produit des amendes prononcées par les autorités de la concurrence).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -4,48 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -4,48 Md€ à fin janvier 2017 contre -3,32 Md€ à fin janvier 2016. Cette variation s'explique par la hausse des prélèvements au profit de l'Union européenne

(UE) pour 1,34 Md€ (il était observé une minoration des prélèvements en janvier 2016 suite à une rectification du budget 2015).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 2,57 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,31 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,37 Md€. Le compte « **Soutien financier au commerce extérieur** » laisse apparaître des recettes pour 4,07 Md€ suite au reversement du

solde du compte de l'Etat à la Coface. Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des recettes pour un montant de 1,24 Md€ (notamment du fait de la vente de titres Engie pour 1,14 Md€).

Au 31 janvier 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à 2,57 Md€ contre -4 Md€ en janvier 2016. Cet écart de 6,57 Md€ s'explique notamment par la variation des soldes des comptes de commerce

(+4,08 Md€ en raison des recettes au compte « Soutien financier au commerce extérieur ») et des comptes d'affectation spéciale (+1,76 Md€).

Dette financière de l'Etat au 31 janvier : 1 663,28 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours du premier mois de l'année, concernent les OAT (émissions

nettes de remboursements de 24,90 Md€) et les BTF (émissions nettes de 10,74 Md€).

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



	Mois	Cumul à fin janvier		Renvoi Page	
	Janvier	2017	2016 retraité 2016 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-5 396	-5 396	-9 167	-9 167	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	28 899	28 899	28 246	28 246	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	20 934	20 934	23 083	23 083	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	4 994	4 994	5 192	5 192	
- IS *	-512	-512	147	147	
- TVA	17 128	17 128	17 271	17 271	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	2 568	2 568	-4 004	-4 004	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-4 837	97 487			16
Dette financière de l'Etat	35 635	1 663 275			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	991	991	988	988
Dépenses de personnel	11 399	11 399	11 034	11 034
Dépenses de fonctionnement	6 551	6 551	5 678	5 678
Charges de la dette de l'Etat	220	220	83	83
Dépenses d'investissement	1 159	1 159	1 296	1 296
Dépenses d'intervention	8 485	8 485	9 100	9 100
Dépenses d'opérations financières	94	94	67	67
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	28 899	28 899	28 246	28 246
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	24 539	24 539	25 066	25 066
Recettes non fiscales	393	393	1 278	1 278
Prélèvements sur recettes	-4 482	-4 482	-3 315	-3 315
Fonds de concours	484	484	55	55
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	20 934	20 934	23 083	23 083
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	25 417	25 417	26 399	26 399
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-7 965	-7 965	-5 163	-5 163
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	3 529	3 529	1 773	1 773
Solde des comptes de concours financiers	-5 081	-5 081	-5 837	-5 837
Solde des comptes de commerce	4 119	4 119	42	42
Solde des comptes d'opérations monétaires	1	1	18	18
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	2 568	2 568	-4 004	-4 004
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-5 396	-5 396	-9 167	-9 167



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 399	11 399	11 034	11 034
Rémunérations d'activité	6 183	6 183	5 944	5 944
Cotisations et contributions sociales	5 169	5 169	5 020	5 020
Prestations sociales et allocations diverses	48	48	70	70
AUTRES TITRES	17 500	17 500	17 212	17 212
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	991	991	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 551	6 551	5 678	5 678
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 038	2 038	1 768	1 768
Subventions pour charges de service public	4 513	4 513	3 910	3 910
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	220	220	83	83
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	220	220	83	83
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 159	1 159	1 296	1 296
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	778	778	970	970
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	381	381	326	326
Titre 6 - Dépenses d'intervention	8 485	8 485	9 100	9 100
Transferts aux ménages	4 627	4 627	5 541	5 541
Transferts aux entreprises	1 082	1 082	254	254
Transferts aux collectivités territoriales	347	347	376	376
Transferts aux autres collectivités	2 425	2 425	2 929	2 929
Appels en garantie	5	5	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	94	94	67	67
Prêts et avances	6	6	1	1
Dotations en fonds propres	6	6	3	3
Dépenses de participations financières	81	81	63	63
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	28 899	28 899	28 246	28 246



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2017		Cumul à fin janvier 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	523	207	523	207	401
Action de la France en Europe et dans le monde	159	119	159	119	269
Diplomatie culturelle et d'influence	344	71	344	71	39
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	17	20	17	17
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	76
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	206	200	206	200	185
Administration territoriale	135	126	135	126	122
Vie politique, culturelle et associative	4	3	4	3	3
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	67	71	67	71	60
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	217	196	217	196	299
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	64
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	142	123	142	123	144
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	27	26	27	26	41
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	49	48	49	48	50
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	368	466	368	466	429
Aide économique et financière au développement	1	99	1	99	68
Solidarité à l'égard des pays en développement	367	367	367	367	361
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	1 643	1 612	1 643	1 612	1 650
Liens entre la Nation et son armée	6	1	6	1	1
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 615	1 604	1 615	1 604	1 641
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	22	8	22	8	8
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	89	84	89	84	44
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	28	31	28	29
Conseil économique, social et environnemental	40	40	40	40	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	16	18	16	15
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	222	106	222	106	116
Patrimoines	102	42	102	42	44
Création	5	2	5	2	4
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	115	61	115	61	67
DEFENSE	3 745	4 903	3 745	4 903	4 794
Environnement et prospective de la politique de défense	92	201	92	201	140
Préparation et emploi des forces	923	788	923	788	557
Soutien de la politique de la défense	2 640	2 496	2 640	2 496	2 382
Equipeement des forces	89	1 418	89	1 418	1 715
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	90	71	90	71	65
Coordination du travail gouvernemental	43	34	43	34	29
Protection des droits et libertés	9	12	9	12	23
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	37	25	37	25	14
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	3 652	1 362	3 652	1 362	652
Infrastructures et services de transports	189	225	189	225	101
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	62	8	62	8	8
Météorologie (1)	0	0	0	0	0
Paysages, eau et biodiversité	51	20	51	20	3
Expertise, information géographique et météorologie (2)	365	74	365	74	23
Prévention des risques	21	7	21	7	21
Energie, climat et après-mines	285	95	285	95	100
Service public de l'énergie	2 307	576	2 307	576	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	372	357	372	357	396



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2017		Cumul à fin janvier 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	176	77	176	77	84
Développement des entreprises et du tourisme	134	36	134	36	38
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	29	28	29	28	34
Stratégie économique et fiscale	13	12	13	12	12
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	14 309	942	14 309	942	1 028
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	101	42	101	42	0
Aide à l'accès au logement	14 216	896	14 216	896	1 026
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-7	3	-7	3	3
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	375	342	375	342	123
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	220	220	220	220	83
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	5	5	5	5	0
Epargne	33	0	33	0	40
Majoration de rentes	117	117	117	117	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 046	5 981	6 046	5 981	5 773
Enseignement scolaire public du premier degré	1 786	1 778	1 786	1 778	1 678
Enseignement scolaire public du second degré	2 711	2 709	2 711	2 709	2 632
Vie de l'élève	545	511	545	511	506
Enseignement privé du premier et du second degrés	772	762	772	762	739
Soutien de la politique de l'éducation nationale	145	142	145	142	131
Enseignement technique agricole	87	78	87	78	87
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	964	910	964	910	900
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	765	696	765	696	703
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	102	102	102	102	88
Facilitation et sécurisation des échanges	77	107	77	107	104
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	3
Fonction publique	20	5	20	5	2
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	173	123	173	123	67
Immigration et asile	139	122	139	122	67
Intégration et accès à la nationalité française	34	0	34	0	0
INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)	0	0	0	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche (3)	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	0	0	0	0	0
JUSTICE	746	777	746	777	559
Justice judiciaire	330	333	330	333	257
Administration pénitentiaire	214	253	214	253	236
Protection judiciaire de la jeunesse	68	53	68	53	46
Accès au droit et à la justice	113	112	113	112	2
Conduite et pilotage de la politique de la justice	21	26	21	26	18
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	0	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	36	35	36	35	3
Presse	36	35	36	35	2
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	22	28	22	28	58
Emploi outre-mer	21	14	21	14	13
Conditions de vie outre-mer	0	14	0	14	44



Mois de janvier	Cumul à fin janvier 2017		Cumul à fin janvier 2016 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
POLITIQUE DES TERRITOIRES	49	9	49	9	12
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-10	4	-10	4	5
Interventions territoriales de l'Etat	-1	3	-1	3	0
Politique de la ville	61	1	61	1	6
POUVOIRS PUBLICS	991	991	991	991	988
Présidence de la République	100	100	100	100	100
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	14	14	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	19 517	4 547	19 517	4 547	4 091
Formations supérieures et recherche universitaire	12 237	3 105	12 237	3 105	2 989
Vie étudiante	961	265	961	265	249
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4 025	209	4 025	209	272
Recherche spatiale	1 319	407	1 319	407	383
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	916	505	916	505	152
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	41	39	41	39	24
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	1	0	1	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	17	17	17	17	21
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	4 935	976	4 935	976	1 046
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 035	606	3 035	606	592
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	759	69	759	69	69
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 141	301	1 141	301	386
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-88	3	-88	3	2
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-84	0	-84	0	0
Concours spécifiques et administration	-3	3	-3	3	2
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	5 966	5 910	5 966	5 910	3 915
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 511	5 455	5 511	5 455	3 817
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	455	455	455	455	98
SANTE	31	2	31	2	1
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	31	2	31	2	1
Protection maladie	0	0	0	0	0
SECURITES	1 633	1 499	1 633	1 499	1 378
Police nationale	844	793	844	793	739
Gendarmerie nationale	771	674	771	674	620
Sécurité et éducation routières	1	2	1	2	0
Sécurité civile	17	29	17	29	19
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	9 002	1 148	9 002	1 148	2 098
Inclusion sociale et protection des personnes	13	0	13	0	0
Handicap et dépendance	8 328	927	8 328	927	2 026
Egalité entre les femmes et les hommes	1	1	1	1	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	660	220	660	220	71
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	494	37	494	37	25
Sport	139	26	139	26	13
Jeunesse et vie associative	355	11	355	11	13
TRAVAIL ET EMPLOI	3 586	1 263	3 586	1 263	1 375
Accès et retour à l'emploi	3 402	913	3 402	913	1 223
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	129	296	129	296	98
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	1	0	1	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	54	53	54	53	54
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	79 717	34 809	79 717	34 809	32 161
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	73 751	28 899	73 751	28 899	28 246

(1) suppression en 2017
(2) changement de libellé en 2017
(3) création en 2017



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	5 152	5 152	5 208	5 208
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	122	122	103	103
Impôt sur les sociétés (C)	951	951	1 020	1 020
Impôt sur les sociétés	934	934	992	992
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	17	17	28	28
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	341	341	317	317
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	129	129	59	59
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	82	82	119	119
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	83	83	83	83
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	1	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	1	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	3	2	2
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	7	15	15
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	1	2	2
Recettes diverses	34	34	35	35
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	403	403	720	720
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	20 511	20 511	19 941	19 941
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 971	2 971	1 672	1 672
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	73	73	55	55
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	18	18	15	15
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	4	4	1	1
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	176	176	219	219



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	774	774	766	766
Contribution de sécurité immobilière	63	63	56	56
Autres conventions et actes civils	47	47	45	45
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	34	34	36	36
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	9	9	12	12
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	15	16	16
Timbre unique	44	44	32	32
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 297	1 297	8	8
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0
Amendes et confiscations	3	3	3	3
Taxe générale sur les activités polluantes	1	1	1	1
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	9	9	4	4
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	8	9	9
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	4	5	5
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	4	4
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	186	186	204	204
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	46	46	46	46
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	34	34	34
Prélèvement sur les paris sportifs	17	17	24	24
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	5	7	7
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	85	85	57	57
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	17	17	13	13
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	30 450	30 450	28 981	28 981
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	24 539	24 539	25 066	25 066



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	73	73	627	627
Revenus du domaine public non militaire	10	10	15	15
Autres revenus du domaine public	26	26	54	54
Revenus du domaine privé	1	1	5	5
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	31	31	550	550
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	5	5	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	1	2	2
Produits de la vente de biens et services (C)	66	66	58	58
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	62	62	56	56
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	3	3	0	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	1	1
Autres recettes diverses	0	0	0	0
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	16	16	4	4
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	2	2	1	1
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	2	2	0	0
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	5	5	1	1
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	7	7	2	2



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	89	89	405	405
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	45	45	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	6	6	350	350
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	1	1	1
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	1	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	35	35	53	53
Frais de poursuite	1	1	1	1
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	149	149	184	184
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	2	2	2
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	9	9	7	7
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	0	0	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	3	3	1	1
Recouvrements après admission en non-valeur	11	11	11	11
Divers versements de l'Union européenne	0	0	12	12
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	2	1	1
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	8	8	2	2
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	38	38	36	36
Produits divers	51	51	101	101
Autres produits divers	24	24	9	9
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	393	393	1 278	1 278

(1) changement de libellé en 2017



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 913	-2 913	-3 088	-3 088
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 562	-2 562	-2 749	-2 749
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-1	-1	-1
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-69	-69	-72	-72
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2	-2	-1	-1
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-272	-272	-265	-265
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-7	0	0
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 570	-1 570	-228	-228
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 482	-4 482	-3 315	-3 315
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	479	479	46	46
Fonds de concours - coopération internationale	5	5	9	9
TOTAL FONDS DE CONCOURS	484	484	55	55



unité : million d'€

	Mois de janvier		Cumul à fin janvier					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 868	8 397	4 868	4 545	8 397	6 319	3 529	1 773
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	38	0	0	38	25	38	25
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	4	105	4	0	105	120	100	120
Développement agricole et rural	0	2	0	0	2	0	2	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	31	0	0	31	31	31	31
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	2	0	0	2	1	2	1
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	1	25	1	2	25	105	24	103
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	1 241	0	0	1 241	0	1 241	0
Pensions	4 594	6 126	4 594	4 543	6 126	6 035	1 533	1 492
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	316	0	0	316	0	316	0
Transition énergétique	270	511	270	0	511	0	241	0
Comptes de concours financiers	8 650	3 569	8 650	8 765	3 569	2 929	-5 081	-5 837
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	8	0	0	8	0	8	0
Avances à l'audiovisuel public	328	194	328	311	194	208	-134	-102
Avances aux collectivités territoriales	8 306	3 366	8 306	8 433	3 366	2 719	-4 940	-5 714
Prêts à des Etats étrangers	17	2	17	21	2	1	-15	-20
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de commerce	508	4 627	508	252	4 627	293	4 119	42
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	26	15	26	28	15	3	-11	-25
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	10	14	10	7	14	15	4	8
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1	0	1	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	18	38	18	11	38	51	20	40
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	249	484	249	201	484	220	235	19
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	2	4	2	2	4	3	2	1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	3	2	2	3	1	1	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	200	4 068	200	0	4 068	0	3 868	0
Comptes d'opérations monétaires	0	1	0	4	1	22	1	18
Emission des monnaies métalliques	0	1	0	4	1	22	1	18
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 027	16 595	14 027	13 567	16 595	9 563	2 568	-4 004
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 027	16 595	14 027	13 567	16 595	9 563	2 568	-4 004

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2017
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	445	-2	443
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	195	482
	Total organismes à caractère financier	742	194	935
	CEPL			
	Régions	1 866	345	2 211
	Départements	5 232	-589	4 643
	Communes	23 185	-1 049	22 136
	HLM	567	-209	358
	Autres	22 134	-291	21 843
	Total CEPL	52 984	-1 793	51 191
	Hôpitaux	5 010	199	5 208
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	873	11 566
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	-541	3 234
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	2 289	5 106
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	-58	803
	Total établissements publics nationaux	18 146	2 563	20 709
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	6 124	-436	5 688	
Communautés européennes	3 786	-1 409	2 377	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	-1	51	
GIP	662	62	724	
EPL	2 305	175	2 480	
Autres correspondants	12 464	-4 349	8 115	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	-41	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 525	-4 155	11 370	
Total Dépôts de fonds du Trésor	102 316	-4 837	97 478	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	0	9
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	9	0	9
Total Passif (A)		102 325	-4 837	97 487
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		102 324	-4 837	97 487



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2017
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 620 619	35 641	1 656 260
Titres négociables à moyen et long terme	1 486 694	24 903	1 511 597
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	24 903	1 476 097
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 251 637	23 278	1 274 915
- <i>taux variable</i>	180 172	1 562	181 734
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	0	35 500
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	35 500	0	35 500
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	133 925	10 738	144 663
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	10 738	144 663
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 020	-6	7 015
TOTAL (A+B+C)	1 627 640	35 635	1 663 275



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.